

# LE FORUM SOCIAL EUROPÉEN

## *entre illusion et collaboration*

*Quelle est la nature sociale, quelle est la fonction politique du Forum social européen (FSE) ? Si l'on s'en tient aux cinq principaux thèmes retenus, il s'agit de lutter « contre la guerre, contre le néolibéralisme, contre la logique du profit, contre la marchandisation, contre le racisme et l'Europe forteresse ». Pourtant, si l'on considère l'orientation des principales organisations qui ont convoqué, qui encadrent et qui dirigent le FSE, notamment ATTAC, la Confédération paysanne, les syndicats de salariés et les ONG, mais aussi, quoique de manière officieuse, les partis de l'ex-gauche plurielle (PS, Verts et surtout PCF), sans oublier une bonne partie de l'« extrême gauche » officielle (LCR, Speb...), tous rassemblés sous la bannière de l'« altermondialisme », peut-on réellement espérer que se dessine dans le cadre du FSE une alternative réelle à la mondialisation capitaliste ? Peut-on espérer, comme le font des dizaines de milliers de jeunes, de travailleurs, de syndicalistes, de militants... que se dégagent dans ce cadre les voies de véritables solutions pour les peuples du monde victimes de l'impérialisme économique et militaire des grandes puissances et de leurs institutions internationales (Union Européenne, FMI, Banque mondiale, ONU...) ? Peut-on espérer que se dégagent de véritables solutions pour tous ceux qui non seulement refusent la destruction de leurs acquis, mais surtout aspirent à changer le monde, à construire une société humaine débarrassée du capitalisme ?*

### **Les dirigeants du FSE refusent le combat politique contre le régime, pour la conquête du pouvoir**

Officiellement, les organisateurs du FSE ont interdit aux partis politiques d'y participer en tant que tels, au nom d'un « refus de la récupération ». En réalité, la direction politique réelle du FSE comme sa préparation technique sont assurées tout autant sinon plus par les militants du PCF, des Verts, de la LCR, etc., que par les associations, les syndicats et les ONG. Pourquoi alors une telle manœuvre ? Il s'agit d'abord d'attirer les travailleurs, les syndicalistes et tout particulièrement les jeunes qui se méfient des partis politiques discrédités suite à des années de gestion loyale du capitalisme par la « gauche » — politique de privatisations, de déréglementation, de licenciements et d'interventions militaires impérialistes. Il s'agit aussi d'imposer au mouvement altermondialiste le cadre d'un simple « contre-pouvoir », afin de ne pas permettre aux travailleurs et aux jeunes qui y participent de prendre conscience de la nécessité pour satisfaire leurs aspirations d'une perspective politique authentique, d'une perspective de rupture avec le régime actuel : la perspective de *conquérir le pouvoir et de l'exercer eux-mêmes*.

En fait, les principaux organisateurs du FSE *n'entendent absolument pas* — et pour cause — *disputer le terrain des choses sérieuses aux partis de la gauche plurielle*. Ils limitent expressément leurs ambitions à essayer de « convaincre », par l'organisation de « débats », la projection de films, etc., l'opinion publique en général et les « décideurs » économiques et politiques en particulier (les entreprises soi-disant attachées à l'« économie solidaire », les élus de tous bords<sup>1</sup>, les institutions internationales...) de « prendre conscience » de ceci ou de cela et de faire ceci ou cela... Ainsi José Bové, principale figure médiatique du mouvement altermondialiste, a-t-il affirmé à Cancon que son but était de « *mettre le gouvernement sous contrôle citoyen* » ; il ne s'agit donc pas de combattre et de vaincre les gouvernements impérialistes, mais de laisser les Chirac, Schröder, Bush et Cie au pouvoir... « sous contrôle citoyen ». De son côté, Jacques Nikonoff, président d'ATTAC et par ailleurs membre de la direction du PCF, souhaite que le mouvement altermondialiste ne soit pas autre chose qu'« *un acteur majeur dans le débat d'idées social et politique* » (*Libération*, 18 août) ; il va jusqu'à prôner des « *systèmes de pare-feu* » afin de « *décourager les groupuscules* » qui tenteraient de politiser excessivement le mouvement et de le radicaliser...

### **Le mouvement « altermondialiste » rêve d'un capitalisme à visage humain**

De manière générale, quel est le programme d'ATTAC ? C'est avant tout, depuis l'origine, l'instauration d'une simple taxe ridicule sur les transactions financières (imaginée par l'économiste libéral James Tobin pour réguler le système financier international), base sur laquelle s'est développé un programme plus général qui se veut très « savant » et qui se ramène dans les faits à une critique des excès du capitalisme mondialisé, à l'exigence d'un retour à certains préceptes du « keynésianisme », au rêve d'une plus grande « transparence » et d'une « démocratisation citoyenne » des institutions internationales et enfin à l'utopie elle aussi très savante d'une plus grande équité dans le commerce international... ATTAC, qui revendique aujourd'hui 22 000 cotisants (ces derniers n'ayant d'ailleurs pas le droit de démettre « leurs » dirigeants, qui sont statutairement indéboullonnables sous prétexte qu'ils sont membres fondateurs...) a milité pour transformer le nom du mouvement « antimondialisation » en un plus sage « altermondialisme », afin de bien montrer qu'il s'agit d'enfermer les travailleurs et la jeunesse dans l'utopie d'un capitalisme « *plus humain* ». Dans la pratique, cela revient souvent à soutenir les « bons » privatiseurs Jospin-Gayssot contre les « méchants » privatiseurs Chirac-Raffarin, la gentille Union européenne contre les vilains États-Unis, l'intervention de l'ONU contre l'« unilatéralisme américain », etc. Cela revient en tout cas à reconnaître le cadre des institutions internationales du capitalisme, dont on se contente de demander la « démocratisation ». La charte des principes du FSE est très claire sur ce point : « *Il s'agit de faire prévaloir une mondialisation solidaire, il faut dépasser la domination du capital, renforcer les initiatives d'humanisation en prônant la participation aux instances internationales.* » Quant aux ONG proprement dites (Act Up, Agir ici, CCFD, Coordination Sud, Greenpeace, Solagrail...), qui jouent elles aussi un rôle moteur dans le FSE, elles parlent de placer « *le système commercial multilatéral au service du développement durable* ». Veulent-elles ainsi faire croire aux travailleurs qu'il serait possible de « persuader » TotalFinaElf et toutes les multinationales qui polluent et licencient de se mettre au service de l'immense majorité de l'humanité ? De son côté, Greenpeace estime que l'ONU, qui serait selon cette elle une « *institution neutre* », pourrait contribuer de façon essentielle à la « *construction d'un système de commerce équitable* » soucieux des « droits de l'homme ». Mais faut-il rappeler que l'ONU a cautionné et organisé des dizaines d'opérations impérialistes contre les peuples, de la guerre de Corée en 1950 à la guerre du Golfe en 1991, et qu'elle a imposé pendant douze ans au peuple irakien un embargo qui a tué 1,5 millions d'innocents, en particulier des enfants, en les empêchant par la force de se soigner et de se nourrir *ne serait-ce que par l'intermédiaire d'un commerce inéquitable* ? Dès lors, que peut-on espérer d'une telle institution, comment faire croire qu'il serait possible de la « démocratiser » alors qu'elle est un instrument impérialiste ?

### **Le FSE, adversaire... ou instrument de l'Union européenne ?**

<sup>1</sup> Rappelons que le groupe des parlementaires français d'ATTAC recrute à la fois au PCF, au PS, chez les Verts et... à l'UDF !

Le mouvement « altermondialiste » est un fervent partisan de la « construction européenne ». Bien sûr, il se bat pour « une autre Europe », il dénonce l'« Europe libérale » et la « marchandisation » des services publics. Cependant, quelle alternative propose-t-il en fait ? Rien d'autre que de faire de l'UE le chef de file international d'une prétendue « alternative » au « modèle » américain de la mondialisation — après y avoir bien évidemment injecté un contenu « social »... Ainsi, selon le *Comité français d'initiative pour le FSE*, « les propositions à avancer et les mobilisations à mettre en œuvre au niveau européen doivent s'opposer à la logique qui fait du marché et de la concurrence les éléments centraux de la construction européenne. Il s'agit d'affirmer, non seulement la nécessité d'une Europe démocratique des citoyens et des peuples, mais aussi d'en démontrer la possibilité et d'esquisser les voies et les moyens de sa réalisation. Ces réflexions et les propositions qui en découlent devraient avoir une résonance particulière à la veille du nouvel élargissement de l'Union et alors que le résultat des travaux de la Convention sera mis en débat. » Au lieu d'engager un combat intransigeant contre l'UE et le projet de Constitution européenne élaboré par la « Convention » de Giscard, le FSE inscrit ainsi ses travaux dans le cadre du « débat » sur ce texte, avec l'objectif exprès de « formuler des propositions concrètes ». Pourtant, ce projet entend graver dans le marbre juridique, avec force contraignante, les principes de la sacro-sainte « libre concurrence », l'impératif de la déréglementation des droits sociaux (revus systématiquement à la baisse par la prétendue « Charte des droits fondamentaux ») et la casse des monopoles publics — c'est-à-dire la privatisation de tous les services publics ! De même, ATTAC invite tous ses adhérents « à faire parvenir la liste des points majeurs qu'ils exigent de voir figurer dans le futur traité constitutionnel », précisant que « chacun (doit) faire la part entre, d'une part, ce que (ce traité) comportera de contraintes impossibles à modifier et, d'autre part, ce qu'il laissera éventuellement comme espaces pour la création de dynamiques sociales ». (ATTAC *Vers un traité constitutionnel européen*, 24/09/03.) Enfin, la Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupe les principales centrales syndicales d'Europe, et qui organise le 12 novembre « en lien avec le FSE un forum syndical ouvert », a carrément participé à l'élaboration du texte de Giscard : dès 2002, elle a constitué un « groupe de contact de la société civile » avec « quatre familles d'ONG », pour « représenter la société civile » auprès de la « Convention ». Et elle a salué le projet de Constitution en ces termes : « Aux yeux de la CES, la Convention européenne a présenté un avant-projet de traité constitutionnel, qui, dans le contexte politique actuel, représente un remarquable pas en avant vers une UE plus efficace, plus démocratique et, dans une certaine mesure, plus proche des préoccupations et aspirations des citoyens et des citoyennes. (...) L'Europe a besoin d'une gouvernance économique renforcée, fondée sur l'application intelligente des dispositions du traité actuel. » La CES a même annoncé qu'elle « s'opposerait vigoureusement à toute tentative de (le) remettre en question » ! À vrai dire, elle aurait tort de cracher dans la soupe : elle est reconnue par l'UE comme seul « partenaire social » officiel, représentant la plupart des confédérations nationales et habilitée à signer des accords européens, voire à co-rédiger les « lois européennes » à caractère « social ». En un mot, la CES, organisatrice du Forum « syndical » européen lié au FSE, loin d'être un véritable syndicat défendant les intérêts des salariés, est à elle seule une institution de l'UE... Ce qui n'empêche pas les directions de la CGT, de FO, de la FSU, etc., de participer à ce Forum de la CES et ainsi au « débat » sur le projet de Constitution européenne... Mais est-ce si étonnant, de la part de ceux qui ont trahi en mai-juin dernier la montée vers la grève générale, refusant d'y appeler et de l'organiser, sauvant Chirac-Raffarin et leur contre-réforme des retraites (cf. Le CRI des travailleurs n°5-6, juin-juillet 2003, <http://groupecri.free.fr>) ?

#### **Le FSE soutenu et... financé par Chirac-Raffarin !**

Les gouvernements impérialistes ont pour leur part très bien compris la nature sociale et la fonction politique du FSE : ils ont décidé de le financer grassement. Déjà les deux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre avaient été soutenus et financés par rien de moins que l'Église catholique, la Banque mondiale et plusieurs multinationales, tandis que les représentants de la « gauche plurielle » qui était alors au gouvernement y avaient participé. De même, le contre-sommet d'Évian en juin dernier avait bénéficié d'un cadeau rondelot d'un million d'euros offert par Chirac pour installer le « village » d'Annemasse... ce même Chirac qui fut l'une des principales figures de ce sommet du G 8 qu'il s'agissait de dénoncer... Et en août, Raffarin a reçu les chefs altermondialistes, dans le cadre des préparatifs de la conférence de l'OMC à Cancun. À l'issue de cet entretien, il a déclaré qu'il fallait « promouvoir une vision française des échanges qui soit aussi l'expression des valeurs traditionnelles de la France » ; pour sa part, Nikonoff n'a pas hésité à dire : « On a entendu des mots qui font plaisir. Il faut maintenant que les décisions soient conformes au discours » (*L'Humanité*, 03/09). Raffarin donnant du plaisir à Nikonoff, est-ce si étonnant ? Il est dans la nature même d'ATTAC de se contenter de fait du *lobbying* pour « convaincre » les décideurs sans les combattre ; et ces derniers savent lui en être reconnaissants, ainsi qu'à tous les organisateurs du FSE : Matignon leur a offert 250 000 euros, le ministère des Affaires étrangères autant... Ces sommes viennent s'ajouter à toutes les subventions que le PCF et la gauche plurielle lui ont fait verser par les municipalités et les conseils généraux qu'ils contrôlent : ce sont ainsi 85% des fonds du FSE qui viennent de la poche des contribuables — que l'on « associe » de la sorte malgré eux à la grande aventure du « contrôle citoyen » et de la « transparence » !

#### **Quelle doit être l'attitude des révolutionnaires face au FSE ?**

Il n'y a donc aucune illusion à avoir sur le FSE : *il est avant tout un moyen pour les réformistes et les collaborationnistes qui en sont les organisateurs d'essayer de se refaire une jeunesse en canalisant et en utilisant dans le cadre du système capitaliste et de ses institutions internationales la révolte des centaines de milliers de travailleurs, de syndicalistes et de jeunes qui se rendent, enthousiastes, croyant y trouver le début d'une alternative, aux rendez-vous altermondialistes.* Le devoir d'une organisation révolutionnaire n'est pas de laisser tous ceux qui recherchent les voies du véritable combat anti-capitaliste se faire prendre dans les rets réformistes et collaborationnistes du mouvement altermondialiste officiel, comme le font Speb ou la LCR (dont les camarades brésiliens, qui figurent parmi les principaux initiateurs des Forums sociaux mondiaux, vont jusqu'à participer au gouvernement bourgeois de Lula-FMI, avec la caution de la direction de la LCR ! Cf. Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003) ; ce n'est pas non plus de les traiter avec mépris ou indifférence, c'est-à-dire en dernière analyse de les abandonner à la gauche plurielle ou du moins à l'impuissance politique, comme le font LO ou le PT. Le devoir d'une organisation révolutionnaire est d'aider tous ces révoltés à prendre conscience de l'impasse que constitue le FSE, mais aussi à trouver, par leur propre expérience et leur propre réflexion critique, les voies du *seul combat anticapitaliste efficace*, qui est un combat *politique* contre le système économique, ses États et institutions internationales : le combat *communiste révolutionnaire internationaliste* pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Car la seule solution réaliste, *ce n'est pas de réformer ou d'« humaniser » le mode de production capitaliste, mais de le détruire.* Si, assurément, un autre monde est plus que jamais possible, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, ce ne peut être qu'un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous. C'est dans cette perspective que des *mots d'ordre de transition* doivent être mis en avant dans la lutte de classe réelle et les différentes mobilisations des travailleurs et de la jeunesse ; c'est à cela que s'emploie le Groupe CRI dans les luttes où il intervient quotidiennement.

**Camarades lecteurs, contactez-nous ! 06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr) — Lisez Le CRI des travailleurs, notre journal mensuel.**